



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 04/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL

122 route de Mulhouse
68540 Feldkirch

Références : 0006702338_2025_02_26_Locacil_SEch_Apmd
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement LOCACIL implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 19/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de contrôles réalisés en mai et en juin 2024, compte tenu du constat de la dissémination importante de déchets plastiques dans l'environnement, diverses dispositions ont été imposées à l'exploitant par arrêté du 26 juin 2024 (diagnostics, mesures de remédiation, ...).

Ces dispositions ont en partie fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 10 janvier 2025.

Le contrôle avait pour objet de vérifier la mise en oeuvre des dispositions prévues par l'arrêté du 26 juin 2024 et rappelées par la mise en demeure du 10 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL

- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

Référentiel réglementaire

- Arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic environnemental ;
- Arrêté du 26 juin 2024 portant mise en demeure et mesures conservatoires à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch ;
- Arrêté complémentaire du 29 avril 2008 (modifié par l'arrêté du 26 juin 2024) ;
- Arrêté du 10 janvier 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nettoyage des zones concernées par des dépôts - eaux superficielles	APC du 26/06/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Nettoyage des zones voisines de l'installation	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 2	Demande d'action corrective, Consignation	15 jours
3	Curage et entretien du réseau d'eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 3	Demande d'action corrective, Consignation	15 jours
4	Prévention de la dissémination des broyats plastiques dans l'environnement	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende	15 jours
5	Prévention des envols	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 5	Consignation, Demande d'action corrective	1 mois
6	Procédures relatives aux dispositifs mis en oeuvre	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 6	Amende, Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 8	Consignation, Demande d'action corrective	1 mois
8	Surveillance du milieu	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 9	Consignation, Demande d'action corrective	1 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	APC du 29/04/2008, article 9.5.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois à compter de la réalisation des ouvrages
10	Propreté des installations	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 8	Amende, Demande d'action corrective	15 jours
11	Rétention	AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 12	Demande d'action corrective, Amende	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la situation n'a pas évolué depuis le contrôle du 03 décembre 2024. L'exploitant ne s'est pas conformé aux dispositions de l'arrêté du 26 juin 2024 et à l'arrêté de mise en demeure du 10 janvier 2025.

Dans ces conditions, des suites administratives sont proposées.

Pour les prescriptions ayant déjà fait l'objet d'une mise en demeure, il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation de certaines investigations ou travaux nécessaires à la régularisation de la situation.

Une amende administrative est également proposée pour l'absence de mise en conformité pour ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs prévenant la dissémination des déchets plastiques dans les eaux superficielles, l'élaboration de procédures visant à limiter la dissémination de plastiques dans l'environnement et à l'absence de mise en conformité des rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nettoyage des zones concernées par des dépôts - eaux superficielles

Référence réglementaire : APC du 26/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des zones concernées par des dépôts - eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant assure : <ul style="list-style-type: none">• dans le ruisseau, à l'aval de ses installations, et dans les deux étangs situés à l'est de ses installations le long de la RD430 :<ul style="list-style-type: none">• la mise en œuvre, sans délai, de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes ;• la récupération des broyats plastiques, dans la mesure du possible ; Ces interventions sont réalisées sous réserve de l'accord des propriétaires et selon des protocoles validés avec eux. [...] Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 03 décembre 2024, l'exploitant avait indiqué avoir engagé des démarches auprès de la DDT et de la CEA. Toutefois, elles se limitaient à des prises d'information. Dans le rapport du 10 décembre 2024, il était demandé à l'exploitant d'engager les démarches formelles nécessaires à la réalisation d'éventuelles opérations de nettoyage et de communiquer à l'Inspection dans un délai de quinze jours, un échéancier des démarches à réaliser pour se

<p>conformer à la prescription. Ces éléments n'ont pas été communiqués.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué ne pas avoir avancé sur les démarches nécessaires. Il a indiqué qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires pour mandater un bureau d'études.</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé consigner le montant nécessaire à la réalisation des démarches préalables aux éventuels travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant : Il appartient à l'exploitant d'engager les démarches nécessaires et de communiquer à l'Inspection les justificatifs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délai : 1 mois</p>

N° 2 : Nettoyage des zones voisines de l'installation

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des zones voisines de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :</p> <p>« L'exploitant assure :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les éventuelles zones voisines de l'installation ayant subi des dépôts de broyats plastiques par envol : • le nettoyage des éventuelles zones concernées, identifiées sur la base d'une enquête de voisinage. <p><i>Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il avait été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des déchets de broyats plastiques étaient présents de part et d'autre de la piste cyclable située au nord de l'installation, notamment au niveau de la zone de stockage des déchets entrants ; • au niveau du stock principal, localement les déchets passaient sous le filet et débordaient à l'extérieur du périmètre de l'installation ; • sur le terrain voisin situé le long de la limite ouest (zone enherbée), le terrain avait été décapé sur quelques mètres de largeur le long de la clôture, mais pas sur toute la longueur et que des déchets plastiques étaient encore présents en quantité significative au niveau de la partie non équipée de filets anti-envol ; • aucun bilan des actions mises en œuvre n'avait été communiqué à l'Inspection des

installations classées. Il était également précisé dans le rapport du 10 décembre 2024 que <i>"Concernant les zones exposées aux envols de déchets, il appartient à l'exploitant d'engager dans les meilleurs délais des actions auprès des propriétaires des terrains concernés afin de procéder au nettoyage des zones concernées"</i> et que <i>"La liste des zones ci-dessus correspond aux zones visitées au cours du contrôle, mais elle ne présente pas un caractère exhaustif. Il appartient à l'exploitant de compléter le diagnostic"</i> . Il a été constaté que l'exploitant n'a pas procédé à des nettoyages complémentaires et qu'il n'a pas complété le diagnostic en se rapprochant des riverains. Il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation de l'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription précitée dans les meilleurs délais et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Consignation
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Curage et entretien du réseau d'eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Curage et entretien du réseau d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé : <i>« L'exploitant procède, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, au curage et au nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales de ses installations.</i> <i>Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées»</i>
Constats : Pour mémoire, il avait été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que la rigole située au sud de l'installation de tri, à l'arrière du muret et des bâtiments était encore remplie de déchets plastiques. Il avait également été constaté que le réseau d'eaux pluviales nord était bouché. Au cours du contrôle, il a été indiqué que la rigole avait été nettoyée par le personnel d'exploitation. Il a toutefois été constaté que le nettoyage n'a été que partiel (voir photos en annexe), la partie la plus à l'aval étant encore pleine de déchets. La partie proche de la grille présentait également

<p>beaucoup de déchets plastiques flottant à la surface. De plus, la grille était bouchée et empêchait l'écoulement de l'eau. Dans ces conditions, en cas de montée du niveau, l'eau est susceptible de s'écouler au-dessus de la grille en entraînant des déchets plastiques.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription.</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation du curage de la rigole.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de procéder au nettoyage nécessaire et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Consignation</p>
<p>Proposition de délai : 15 j</p>

N° 4 : Prévention de la dissémination des broyats plastiques dans l'environnement

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :</p> <p>« L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones de ses installations où des particules plastiques sont susceptibles d'être répandues accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Le dimensionnement des dispositifs mis en œuvre est adapté à la nature des particules susceptibles de se disséminer dans l'environnement ; • [...]»
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'un avaloir dépourvu d'un dispositif de protection ; • l'absence de protection au niveau de la grille située au niveau de l'aire de lavage ; • l'absence de dispositif adapté au niveau de la rigole sud ; • l'absence de justification du caractère adapté des grilles présentes au niveau de la rigole sud. <p>Il a été constaté que la situation n'a pas évolué depuis le contrôle du 03 décembre 2024 (voir photos en annexe).</p> <p>Par ailleurs, le rapport du 10 décembre 2024 précisait que "concernant les filets mis en place au niveau des avaloirs d'eaux pluviales, il convient que l'exploitant communique les justificatifs attendus dans un délai d'une semaine (éléments de caractérisation des déchets, caractéristiques techniques</p>

des dispositifs)". En effet, l'exploitant avait indiqué par lettre du 18 septembre 2024 que la taille de la maille des filets a été définie à partir de la taille moyenne des broyats entreposés sur le site (2,5 mm). Or, l'exploitant n'a communiqué aucun justificatif relatif aux dimensions des broyats et l'Inspection rappelle que toutes les fractions de broyats doivent être retenues, y compris les plus fines.

L'exploitant n'a pas communiqué d'éléments complémentaires à l'Inspection.

Enfin, dans le rapport du 10 décembre 2024, il était demandé à l'exploitant de compléter sa procédure relative aux filets mis en place au niveau des avaloirs (fréquence d'entretien, ajout d'un nettoyage du pourtour du dispositif préalablement au retrait du filet).

Il a été constaté que la procédure n'a pas été complétée.

En l'absence d'éléments relatifs à la justification du caractère adapté des dispositifs mis en œuvre, il n'est pas proposé de consignation à ce stade, mais une amende administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé qu'il appartient à l'exploitant :

- de communiquer dans un délai de 15 jours les justificatifs attendus relatifs aux dispositifs mis en place au niveau des avaloirs (analyses granulométriques des broyats de plastiques) ;
- de compléter, dans un délai de 15 jours sa procédure relative aux dispositifs mis en place au niveau des avaloirs ;
- de mettre en œuvre dans les meilleurs délais des dispositifs adaptés au niveau de l'ensemble du réseau d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Prévention des envols

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols

Prescription contrôlée :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :

- [...] ;
- des dispositifs physiques adaptés (type filet/écrans) permettant la limitation des envols sont mis en place sur la périphérie du site dans les zones adaptées. Les mailles de ces éléments sont adaptées à la taille des particules plastiques à retenir sur site ;
- [...]»

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que :

- en partie ouest, les filets n'avaient pas été posés jusqu'à la limite du périmètre de

<p>l'installation et que des déchets étaient présents sur le terrain voisin ;</p> <ul style="list-style-type: none"> de manière générale, les filets n'avaient pas été posés jusqu'au sol et que des déchets passaient par endroits sous les filets. <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que le filet implanté en limite ouest était couché, la clôture n'étant pas dimensionnée pour supporter son poids. Dans ces conditions, il ne remplissait plus sa fonction.</p> <p>En outre, le filet n'avait pas été prolongé en limite ouest.</p> <p>Une planche a été ajoutée au bas d'une partie du filet anti-envol en limite ouest, mais pas sur toute la longueur.</p> <p>De plus, au niveau du stock nord, aucune disposition n'a été mise en œuvre pour que les déchets ne sortent pas du site à la jonction des filets.</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation des travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans un délai d'un mois et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Procédures relatives aux dispositifs mis en oeuvre

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédures relatives aux dispositifs mis en oeuvre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :</p> <p>« <i>L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>[...]</i> ; <i>des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement sont rédigées et mises en œuvre par l'exploitant</i>»
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il avait été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 qu'il n'existait pas de procédure visant à prévenir la dispersion des particules plastiques dans l'environnement (ex : nettoyage et entretien de l'installation : modalités et fréquences ; modalités d'entreposage des déchets, consignes d'exploitation, ...).</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas établi les procédures prévues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans un délai d'un mois et de</p>

communiquer les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 8	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales	
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.3.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 6 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé : <i>« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur l'ensemble des points de rejets en eaux pluviales de son site :</i>	
<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>
<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 6 mois</i>
<i>La liste des substances recherchées peut être adaptée si les résultats des trois premières campagnes d'analyse ne mettent pas en évidence la présence de certaines substances. Le cas échéant, l'exploitant le justifie et en informe l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement»</i>	
Constats : Pour mémoire, il avait été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que l'exploitant n'avait pas fait réaliser les analyses prévues. L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer les résultats des analyses prévues. En outre, il était précisé, dans le rapport du 10 décembre 2024 que si les drains présents à l'est de l'installation devaient être susceptibles de rejeter des eaux pluviales, une surveillance devrait également être réalisée au niveau de ces émissaires. De plus, il était attendu que l'exploitant justifie l'origine et la fonction de ces drains dans un délai d'un mois et, le cas échéant qu'il mette en œuvre des mesures de limitation. L'exploitant n'a pas été en capacité d'apporter des éléments en réponse à ce sujet.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription et de communiquer les résultats des analyses à l'Inspection.	
Type de suites proposées : Avec suites	

Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Surveillance du milieu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 9														
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu														
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.5.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 7 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :</p> <p>« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur les secteurs environnementaux listés ci-après.</p> <table> <tr> <th>Zone d'investigation</th><th>Paramètres à analyser</th><th>Programme d'autosurveillance</th></tr> <tr> <td><i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i></td><td><i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i></td><td><i>1 fois par mois pendant 2 mois</i></td></tr> <tr> <td><i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i></td><td><i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i></td><td><i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i></td></tr> <tr> <td><i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i></td><td><i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i></td><td><i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i></td></tr> </table> <p>».</p>			Zone d'investigation	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance	<i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 2 mois</i>	<i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i>	<i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i>
Zone d'investigation	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance												
<i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 2 mois</i>												
<i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i>												
<i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i>												
Constats : <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 03 décembre 2024, il a été constaté que l'exploitant avait fait réaliser des prélèvements en amont et en aval dans le cours d'eau. Les résultats des analyses n'étaient toutefois pas disponibles.</p> <p>Les prélèvements de sédiments n'avaient pas été réalisé.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les résultats des analyses ne lui ont pas été communiqués car la facture n'a pas été acquittée.</p> <p>De plus, il a indiqué que les autres analyses nécessaires n'ont pas pu être réalisées car il ne dispose pas des moyens financiers nécessaires.</p> <p>Il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation des analyses.</p>														

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription et de communiquer les résultats à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : APC du 29/04/2008, article 9.5.2.1 (modifié)

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

(article modifié par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024)

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après, dans un réseau de surveillance à définir constitué d'au moins un piézomètre amont et de deux piézomètres situés à l'aval des zones d'entreposage de déchets) :

Nom usuel	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance
P1		Amont	Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3	1 fois en période de basses eaux, puis une fois en période de hautes eaux
P2		Aval		
P3		Aval		

»

Constats :

Pour mémoire, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer à ces dispositions par l'article 11 de l'arrêté du 10 janvier 2025. Toutefois, la mise en demeure comporte une erreur matérielle, dans la mesure où uniquement le piézomètre amont a été mentionné.

Dans ces conditions, il est proposé de supprimer la prescription de l'article 11 de l'arrêté précité.

Il a été constaté qu'en l'absence de réseau adapté, la surveillance des eaux souterraines n'a pas été mise en œuvre telle que prévue.

Dans ces conditions, une mise en demeure est proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 1 mois à compter de la réalisation des ouvrages nécessaires

N° 10 : Propreté des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des installations
Prescription contrôlée : Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 7.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : « [...] L'ensemble du site doit être maintenu dans un bon état de propreté »
Constats : Pour mémoire, il avait été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que des dépôts de déchets notables persistaient en dehors des zones d'entreposage (à proximité du stock de polyéthylène, derrière les murets situés en parie sud après l'installation de tri, à l'ouest à proximité d'un ancien silo métallique couché au sol). De plus, par endroits, les déchets recouvraient la voirie (tas de polyéthylène où il n'existe pas de dispositif de délimitation et permettant de retenir les déchets). Il a été constaté que l'exploitant n'a pas procédé à un nettoyage approprié de l'ensemble de son installation. En effet, des déchets sont encore présents en quantité importante sur la voirie (voie de circulation nord, proximité du stock de polyéthylène basse densité). Il est proposé de consigner la somme nécessaire à la réalisation de l'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de procéder au nettoyage de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délai : 15 j

N° 11 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2024, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.2.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

<ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres »
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 03 décembre 2024, il avait été constaté que les capacités de rétention mises en place n'étaient pas adaptées par rapport aux volumes contenus.</p> <p>Il a été constaté que la situation n'a pas évolué depuis le 03 décembre 2024. A titre d'exemple, un bac de 240 L comportait deux fûts de 200 L et un bidon de 10 L.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé que, pour remédier à la situation, l'exploitant peut évacuer certains produits pour ne maintenir qu'une quantité adaptée sur les rétentions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Amende</p>
<p>Proposition de délais : 15 j</p>